



Section de Meurthe et Moselle

Nancy, le 09 juillet 2014

## COMPTE RENDU DU CHSCT DU 13 juin 2014

### ➤ **Information de dernière minute: M. CLAUDON dégage en touche.**

M. CLAUDON annonce son prochain départ pour la DDFIP de Saint-Etienne pour le 1er septembre. Après s'être frotté au chardon lorrain, il espère trouver une pelouse plus verte en Rhône Alpes où il compte jouer les prolongations. Dans un sympathique élan pour aider à son déménagement, ses agents se proposent de distribuer des cartons (jaunes et rouges) à leur ancien manager et tout son staff. En effet, tous se souviennent de l'affaire de dopage à la décoction de millepertuis. Celle-ci avait tourné court et son auteur s'était fait tailler un short. Dans sa recette, il avait oublié que les B pouvaient être sauvages et que les herbes à C indigestes. Pourtant, les instances bien informées craignent la récurrence. Le stade de Saint Etienne étant surnommé «Le Chaudron», M. CLAUDON aura ainsi à portée de main un instrument digne de ses ambitions pour mijoter sa science infuse. Parions qu'il offre aux collègues stéphanois un dernier shoot ou coup pas très franc, avant sa mise sur le banc de touche.

➤ Après la lecture de la liminaire ci-jointe, M. CLAUDON répond qu'il est à l'écoute des agents, que les conditions de vie au travail des agents seront évoquées lors du CTL du mois de septembre et les réorganisations de services soumises en CTL. Nouveau dégageement en touche.

### **DUERP DE LA DDFIP 54,**

L'application de la nouvelle cotation nationale aboutit à minimiser les risques qui étaient antérieurement classés mortels. Ceux-ci se sont réduits en peau de chagrin, maintenant il n'y a plus de risques à travailler. Or, on constate une dégradation des conditions de travail et un mal-être grandissant des agents. Solidaires Finances a posé la question de l'impact de la «Démarche Stratégique» sur les conditions de travail, sur la détérioration de l'ambiance de travail, sur l'abandon de certaines missions et sur l'absence de soutien technique. Réponse: «Il faut adapter les objectifs au nombre d'agents et dissocier la démarche stratégique des suppressions d'emplois: les emplois non pourvus relevant seulement d'une démarche politique. La Direction déclare avoir un œil bienveillant et n'a jamais mis quelqu'un au pilori pour une histoire d'objectifs.» Précision supplémentaire: «On n'est pas à Cuba ou dans un pays de l'Est pour un objectif à 100%. Il faut une priorisation des tâches. Il faut trouver une formation pour les chefs et les obliger à y aller.» Conclusion du médecin de prévention, Mme FORT, la hiérarchie intermédiaire n'a pas la souplesse de M. CLAUDON. A méditer...

### **PAP INSEE.**

Trois services constituent l'INSEE LORRAINE avec 102 agents à NANCY, 8 en poste à METZ et 44 enquêteurs dont la résidence administrative est leur domicile. Les risques liés aux atteintes physiques représentent près de la moitié des risques identifiés, les risques psychosociaux près du quart dont plus de la moitié concerne les exigences du travail (quantité de travail, pression temporelle et objectifs). Un groupe de travail est en cours pour résoudre les conflits en cours. A notre demande, la visite du CHSCT est prévue le 4 septembre.

### **COMMISSARIAT AUX VENTES.**

Après la visite de Serge SPETTEL, Inspecteur Santé, Sécurité et Conditions de Travail, la décision est prise d'équiper le service de fauteuils ergonomiques. Le dossier reste ouvert car la toiture en fibrociment laisse présager la présence d'amiante. Une visite de ce service par le CHSCT est programmée le 10 septembre.

### **CHALNOT**

Une visite des nouveaux locaux a eu lieu le 2 avril, l'état des lieux a été fait. Une nouvelle visite est programmée le 9 septembre quand les agents seront installés. Les services sociaux dont le médecin de prévention sont abandonnés à leur sort sans ligne téléphonique sans chaises et sans reproches et dénoncent l'incurie du Secrétariat Général, personne ne prenant en charge leur installation.

Dernière minute: CHALNOT est mis sous étais. Des fissures importantes étant apparues dans le parking.

## **ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Nous demandons une nouvelle fois qu'une colonne soit ajoutée pour connaître les suites : soit reprise soit prolongation.

## **FICHES DE PROJET**

Tout, tout, vous aurez tout ce que vous demandez et même plus. On accepte des projets pour suppléer les carences de l'Administration. Mais, au vu de la situation tragique des agents, Solidaires Finances fait primer leurs intérêts.

## **INSTALLATION DU PRS.**

Un projet construit sur du sable...mouvant. Comme le projet n'est toujours pas finalisé et que cela induira des suppressions d'emplois dans les SIE, Solidaires Finances votent « contre » ce projet, la CFDT « pour ».

## **QUESTIONS DIVERSES.**

**Cabinet médical de BRIEY** : Enfin le bout du tunnel approche, 1er coup de pioche en avril 2013, Mme FORT convoquera des agents à partir du 1er juillet 2014.

**Espaces de dialogue** :Celui des huissiers est fixé au 25 juin, celui des agents d'accueil en septembre. Nous demandons à ce que les agents en renfort à l'accueil y participent. «Un EDD à cent personnes devient un comité de direction.» A ce propos, quelqu'un a-t-il vu le protocole d'accueil passer depuis le temps que nous le demandons...

Chauffe-eau du CIF qui ne produit que de l'eau froide. On attend l'autorisation de la copropriété pour l'installation du chauffe-eau acheté en 2013.

**Rapprochement SIP-CDIF** : Nous demandons que cette réforme soit présentée préalablement au CHSCT.

**Plan canicule** : C'est la Préfecture qui décide. Pour l'accueil, 50% des effectifs devra s'accommoder des fortes chaleurs.

**Il est bon d'avoir à soi quelque chose pour le donner. (Paul CLAUDEL)**

## **DECLARATION LIMINAIRE CHSCT DU 13 JUIN 2014.**

Monsieur le Président,

Nous vous rappelons la première préoccupation des membres de Solidaires finances.

### **Améliorer concrètement les conditions de vie au travail.**

Sur la réalité du mal-être au travail, Solidaires finances mettra tout en œuvre pour contraindre les directions générales et les directions locales à agir dans le domaine des conditions de travail. Grâce au travail de terrain des représentants en CHSCT, l'administration devra intégrer, le plus en amont possible, la dimension «conditions de travail» dans tous les actes de gestion et à tous les niveaux de responsabilité.

Mais il n'y aura pas d'évolution possible sans donner la parole aux agents sur leur travail, son contenu et son organisation. La reconnaissance d'un droit d'expression collective permettra de pointer les difficultés rencontrées au quotidien et de mieux comprendre ce qui les empêche d'effectuer un travail de qualité. A partir du constat du travail réel, des contraintes et des pressions vécues par les personnels, nous exigerons des directeurs une modification des organisations du travail, des modes d'encadrement, ... et de rendre aux agents des possibilités d'intervenir sur leur travail et son environnement.

Dans le même temps, l'administration doit respecter les prérogatives du CHSCT, et tout particulièrement celle de soumettre les projets de réorganisation qui ont un impact sur les conditions de travail et la santé des agents à l'analyse du CHSCT, d'accepter de mener une expertise si cela est nécessaire...

Les représentants de Solidaires Finances seront intransigeants sur ces questions.

### **La santé et la sécurité des personnes ne sont pas négociables.**

Il revient aux directions de respecter leur obligation de résultat en matière de sécurité.

Qu'en est-il de la mise en œuvre de l'accord cadre relatif à la prévention des risques psychosociaux dans la Fonction Publique signé le 22 octobre 2013 et, des précisions sur les modalités concrètes de la déclinaison de cet accord? Où en est-on au niveau de la mise en œuvre de la communication nationale?